Correspondants de France 2

La direction renonce à ses engagements : une trahison pour les journalistes

« Nous sommes un bureau invisible au fond du couloir ». Cette formule entendu ces jours-ci résume bien le dépit de toutes celles et ceux qui travaillent pour le service des correspondants, journalistes en région comme managers au siège à Paris. Un service de la rédaction nationale d'une quarantaine de salariés qui s'estime maltraité.

Un bureau tellement invisible que la direction a « oublié » de tenir ses engagements. Après six mois d'enquête conjointe votée en CSE, menée par des élus et des membres de la direction, le directeur de l'information, saluant sa qualité, avait pourtant clairement annoncé en instance plusieurs décisions : création d'une troisième équipe de reporters à Marseille et création d'un quatrième poste d'adjoint au service à Paris. Poste d'autant plus indispensable que le nouveau 20h rallongé demande des longs formats que l'encadrement, débordé, a du mal à piloter.

Une volonté déjà lacunaire, puisque l'enquête préconisait également une deuxième équipe de reporters au sein du bureau de Poitiers. Mais c'était déjà un pas vers la reconnaissance que mérite ce service qui produit beaucoup pour toutes les éditions et est historiquement sous-doté en moyens humains.

Mais voilà qu'on nous annonce que tout est gelé ! Une décision qui est un coup de massue, surtout lorsqu'on voit les dépenses engagées notamment pour les élections américaines ! Un sentiment d'amertume qui affaiblit les meilleures volontés.

Les correspondants n'acceptent pas ces choix budgétaires. « Nous sommes soumis aux économies » nous répète-t-on à l'envi, mais pour les correspondants, les économies ne datent pas d'hier. Une équipe a été supprimée à Poitiers il y a plusieurs années sans justification autre que financière.
La promesse non-tenue de quelques moyens supplémentaire est un coup fatal à la bonne marche de ce service qui a toujours fait preuve de bonne volonté. Et le simulacre de recrutement constaté depuis la mobilisation des correspondants est une humiliation.

Alors comment faire encore confiance à une direction qui nous a une fois de plus menti sur ce dossier ? La question se pose clairement à ce sujet comme sur beaucoup d'autres depuis plusieurs mois.

Paris, le 4 décembre 2024